

**UNION DEPARTEMENTALE
DES ASSOCIATION FAMILIALES
DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

(UDAF 13)

143 AVENUE DES CHUTES LAVIE
13013 MARSEILLE

SIREN : 782 886 386

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Présenté à l'Assemblée Générale du 11 juin 2025

Ce rapport contient 24 pages

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS****UDAF 13**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'Assemblée Générale,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association UDAF 13 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons réalisé notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont décrites dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 26 mai 2025.

6. Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Conformément aux dispositions de l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Marseille, le 9 juin 2025

Le Commissaire aux comptes

FICOREC AUDIT

Représenté par

Caroline Costa

Associée



ANNEXE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

UDAF 13

Exercice clos le 31 décembre 2024

| |
|---|
| Description détaillée des responsabilités du Commissaire aux comptes |
|---|

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

BILAN ACTIF

| ACTIF | | Exercice N 31/12/2024 12 | | | Exercice N-1 31/12/2023 12 | Ecart N / N-1 | |
|---|--|-----------------------------|------------------------------------|-----------|-------------------------------|---------------|--------|
| | | Brut | Amortissements et Provisions | Net | Net | Euros | % |
| ACTIF IMMOBILISE | Immobilisations incorporelles | | | | | | |
| | Frais d'établissement | | | | | | |
| | Frais de recherche et de développement | | | | | | |
| | Donations temporaires d'usufruit | | | | | | |
| | Concessions, brevets, licences, marques... | 183 987 | 183 987 | | 682 | 682 | 100.00 |
| | Immobilisations incorporelles en cours | | | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | | | |
| | Immobilisations corporelles | | | | | | |
| | Terrains | | | | | | |
| | Constructions | 4 112 | 1 513 | 2 599 | 3 186 | 587 | 18.43 |
| | Installations techniques Matériel et outillage | 1 214 526 | 1 195 327 | 19 199 | 32 278 | 13 080 | 40.52 |
| | Immobilisations corporelles en cours | | | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | | | |
| | <i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i> | | | | | | |
| | Immobilisations financières (1) | | | | | | |
| ACTIF CIRCULANT | Participations et Créances rattachées | 693 865 | | 693 865 | 692 264 | 1 601 | 0.23 |
| | Autres titres immobilisés | | | | | | |
| | Prêts | 101 122 | | 101 122 | 77 299 | 23 823 | 30.82 |
| | Autres | 12 418 | | 12 418 | 9 418 | 3 000 | 31.85 |
| | Total I | 2 210 030 | 1 380 827 | 829 203 | 815 128 | 14 075 | 1.73 |
| | Stocks et en cours | | | | | | |
| | Créances (2) | | | | | | |
| | Créances clients, usagers et comptes rattachés | 100 256 | 7 027 | 93 268 | 194 341 | 101 073 | 52.01 |
| | Créances reçues par legs ou donations | | | | | | |
| | Autres | 922 067 | | 922 067 | 76 827 | 845 240 | NS |
| | Valeurs mobilières de placement | | | | | | |
| | Instruments de trésorerie | 800 000 | | 800 000 | 500 000 | 300 000 | 60.00 |
| | Disponibilités | 1 400 788 | | 1 400 788 | 2 368 854 | 968 066 | 40.87 |
| | Charges constatées d'avance (2) | 99 263 | | 99 263 | 7 227 | 92 036 | NS |
| | Total II | 3 322 414 | 7 027 | 3 315 387 | 3 147 248 | 168 138 | 5.34 |
| Comptes de Régularisation | Frais d'émission des emprunts (III) | | | | | | |
| | Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | | | |
| | Ecart de conversion actif (V) | | | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI) | | 5 532 444 | 1 387 854 | 4 144 590 | 3 962 376 | 182 213 | 4.60 |

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

FIGOREC AUDIT
Société de Commissariat aux comptes
SAS Capital 40 000 €
SIRET 383 916 608 00011
132, Bd Michelet - 13008 MARSEILLE
Tél. 04 91 32 19 19
Fax 04 91 32 19 18

BILAN PASSIF

| PASSIF | | Exercice N 31/12/2024 12 | Exercice N-1 31/12/2023 12 | Ecart N / N-1 Euros % | |
|--------------------------------|--|-----------------------------|-------------------------------|--------------------------|--------|
| FONDS PROPRES | Fonds propres | | | | |
| | Fonds propres sans droit de reprise : | | | | |
| | Fonds propres statutaires | | | | |
| | Fonds propres complémentaires | 304 898 | 304 898 | | |
| | Fonds propres avec droit de reprise : | | | | |
| | Fonds statutaires | | | | |
| | Fonds propres complémentaires | | | | |
| | Ecart de réévaluation | | | | |
| | Réserves : | | | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | 888 823 | 745 228 | 143 595 | 19.27 |
| FONDS DEDIES | Réserves pour projet de l'entité | | | | |
| | Autres | | | | |
| | Report à nouveau | 247 809 | 57 299 | 305 108 | 532.48 |
| | Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits) | 57 985 | 448 703 | 390 718 | 87.08 |
| | Situation nette (sous total) | 1 499 515 | 1 441 530 | 57 985 | 4.02 |
| | Fonds propres consommables | | | | |
| | Subventions d'investissement | | | | |
| | Provisions réglementées | 128 791 | 128 791 | | |
| | Total I | 1 628 306 | 1 570 321 | 57 985 | 3.69 |
| | Fonds reportés liés aux legs ou donations | | | | |
| PROVISIONS | Fonds dédiés | 246 348 | 264 848 | 18 500 | 6.99 |
| | Total II | 246 348 | 264 848 | 18 500 | 6.99 |
| | Provisions pour risques | 137 223 | 340 482 | 203 258 | 59.70 |
| DETTE (I) | Provisions pour charges | 213 365 | 196 291 | 17 074 | 8.70 |
| | Total III | 350 589 | 536 773 | 186 185 | 34.69 |
| | Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) | | | | |
| DETTE (II) | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2) | 71 621 | | 71 621 | |
| | Emprunts et dettes financières diverses | 25 938 | 25 425 | 514 | 2.02 |
| | Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés | 382 117 | 143 521 | 238 596 | 166.24 |
| | Dettes des legs ou donations | 9 592 | 7 924 | 1 668 | 21.05 |
| | Dettes fiscales et sociales | 1 175 468 | 988 330 | 237 138 | 25.27 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| | Autres dettes | 234 100 | 339 776 | 105 676 | 31.10 |
| | Instruments de trésorerie | | | | |
| | Produits constatés d'avance | 20 510 | 135 458 | 114 948 | 84.86 |
| | Total IV | 1 919 347 | 1 590 434 | 328 913 | 20.68 |
| Ecart de conversion passif (V) | | | | | |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | | 4 144 590 | 3 962 376 | 182 213 | 4.60 |

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

71 621 1 454 976

SARL MPEC

COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|---|------------|----|--------------|----|---------------|--------|
| | 31/12/2024 | 12 | 31/12/2023 | 12 | Euros | % |
| Produits d'exploitation (1) | | | | | | |
| Cotisations | 5 357 | | 2 568 | | 2 789 | 108.62 |
| Ventes de biens et services | | | | | | |
| Ventes de biens | | | | | | |
| Ventes de dons en nature | | | | | | |
| Ventes de prestations de service | 995 127 | | 925 284 | | 69 842 | 7.55 |
| Parrainages | | | 72 | | 72 | 100.00 |
| Produits de tiers financeurs | | | | | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 6 365 231 | | 6 179 164 | | 186 067 | 3.01 |
| Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | 1 670 | | 2 398 | | 728 | 30.35 |
| Ressources liées à la générosité du public | | | | | | |
| Dons manuels | | | | | | |
| Mécénats | | | | | | |
| Legs, donations et assurances-vie | | | | | | |
| Contributions financières | | | | | | |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | 377 106 | | 354 785 | | 22 321 | 6.29 |
| Utilisations des fonds dédiés | 18 500 | | 83 120 | | 64 620 | 77.74 |
| Autres produits | 58 410 | | 11 | | 58 399 | NS |
| Total I | 7 821 401 | | 7 547 402 | | 273 999 | 3.63 |
| Charges d'exploitation (2) | | | | | | |
| Achats de marchandises | | | | | | |
| Variation de stock | | | | | | |
| Autres achats et charges externes | 1 473 810 | | 1 273 621 | | 200 189 | 15.72 |
| Aides financières | 48 091 | | 6 895 | | 41 196 | 597.51 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 576 961 | | 504 721 | | 72 240 | 14.31 |
| Salaires et traitements | 3 960 458 | | 3 588 117 | | 372 341 | 10.38 |
| Charges sociales | 1 763 377 | | 1 398 909 | | 364 468 | 26.05 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 20 942 | | 28 268 | | 7 326 | 25.92 |
| Dotations aux provisions | 27 798 | | 151 690 | | 123 891 | 81.67 |
| Reports en fonds dédiés | | | 149 864 | | 149 864 | 100.00 |
| Autres charges | 40 346 | | 20 877 | | 19 469 | 93.25 |
| Total II | 7 911 785 | | 7 122 962 | | 788 823 | 11.07 |
| 1 - Résultat d'exploitation (I-II) | 90 384 | | 424 440 | | 514 824 | 121.29 |
| | | | | | | |

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|---|------------|---------|--------------|---------|---------------|--------|
| | 31/12/2024 | 12 | 31/12/2023 | 12 | Euros | % |
| Produits financiers | | | | | | |
| De participation | | | | | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | 30 | 247 | | | 30 | 247 |
| Autres intérêts et produits assimilés | 124 | 627 | 2 | 296 | 122 | 330 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge | | | | | | NS |
| Différences positives de change | | | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | | |
| Total III | 154 | 874 | 2 | 296 | 152 | 578 |
| Charges financières | | | | | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | | | | | |
| Intérêts et charges assimilées | | | | 0 | 0 | 100.00 |
| Différences négatives de change | | | | | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | | |
| Total IV | | | | 0 | 0 | 100.00 |
| 2. Résultat financier (III-IV) | 154 | 874 | 2 | 296 | 152 | 578 |
| 3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV) | 64 | 490 | 426 | 736 | 362 | 246 |
| Produits exceptionnels | | | | | | |
| Sur opérations de gestion | | 5 | 29 | 830 | 29 | 825 |
| Sur opérations en capital | | | | | | 99.98 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | | | | | |
| Total V | | 5 | | 29 830 | 29 | 825 |
| Charges exceptionnelles | | | | | | |
| Sur opérations de gestion | 4 | 511 | 4 | 703 | 192 | 4.09 |
| Sur opérations en capital | 2 | 000 | 3 | 160 | 1 | 160 |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | | | | | 36.71 |
| Total VI | 6 | 511 | 7 | 863 | 1 | 352 |
| 4. Résultat exceptionnel (V-VI) | 6 | 506 | 21 | 967 | 28 | 473 |
| Participation des salariés aux résultats (VII) | | | | | | |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | | | | | | |
| Total des produits (I+III+V) | 7 | 976 280 | 7 | 579 529 | 396 | 751 |
| Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII) | 7 | 918 295 | 7 | 130 826 | 787 | 470 |
| 5. EXCEDENT OU DEFICIT | 57 | 985 | 448 | 703 | 390 | 719 |
| | | | | | | 87.08 |

ANNEXES

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.
L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice 2024 avant affectation du résultat est de : 4 144 590 €.
Le résultat net comptable présente un bénéfice de 57 985 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 26 mai 2025

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes
- indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et aux règles particulières applicables au secteur associatif telles que décrites dans le règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018, le plan comptable des établissements Sociaux et Médico-sociaux élaboré avec application de l'instruction M22 selon un arrêté du 23 décembre 2019 complété de l'arrêté du 20 décembre 2018.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Amortissement de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.
- Provisions pour dépréciation d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrecouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.
- Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes et règlements obtenus.

Au titre de l'établissement des comptes 2024, et conformément à la demande des autorités de tutelles, les comptes administratifs et les comptes sociaux sont identiques.

Honoraires du commissaire aux comptes

Pour 2024, une facture à recevoir a été constatée pour un montant de 13 200 €.

La lettre de mission du cabinet FICOREC indique des honoraires pour l'audit légal des comptes 2024 à hauteur de 11 670€ HT soit 14 004€ TTC et pour l'audit de la gestion des majeurs protégés pour 12 000€ HT soit 14 400€ TTC.

Provisions pour Congés payés

Une provision pour congés payés est comptabilisée pour un montant de : 510 836 € au 31/12/2024.

Engagements pour indemnités de départ à la retraite

Les engagements de l'Association pour les indemnités de départ à la retraite de son personnel sont de 213 365 € au 31/12/2024 en hausse de 17 074 € par rapport au 31/12/2023.

L'engagement au titre des indemnités de départ à la retraite a été évalué pour les personnes de plus de 57 ans (suivant les instructions de notre financeur principal) suivant la méthode d'évaluation actuarielle conformément aux recommandations de l'UNAF.

Les principales hypothèses de calcul sont :

- Taux d'actualisation (inflation) : 2%
- Taux de mortalité : grille assurance TV 99-01
- Taux de charges sociales pour départ volontaire à la retraite avant 65 ans : 57%
- Mise à la retraite à 65 ans avec amende de 50%
- 1/5 de mois de salaires par année de présence
- 2/15 au-delà de 10 ans.

L'âge légal de départ à la retraite a été mis à jour suite à la dernière réforme des retraites.

Rémunération des trois personnes les mieux rémunérées (art20 de la loi du 23/05/2006)

Les trois salariés les mieux rémunérés ont perçu une rémunération brute au titre de l'exercice 2024 d'un montant de 147 909 €.

Contributions volontaires (règlement ANC 2018-06)

Les contributions volontaires pour 2024 n'ont pas été valorisées faute de données. Conformément aux consignes de l'Unaf nous aurions comptabilisé les contributions en travail de nos bénévoles au tarif du Smic horaire avec des charges sociales évaluées à 50%.

Engagement Hors bilan

L'UDAF gère pour le compte du service de protection des majeurs et au nom des personnes suivies, des comptes bancaires à hauteur de :

- Comptes individuels Majeurs Protégés : 26 035 715 €
- Comptes externes (hors assurance vie et titres) Majeurs Protégés : 30 861 999 €
- Comptes assurance vie et titres majeurs protégés : 40 828 048 €
- Comptes individuels gérés au titre d'AGBF : 392 479 €

Description de l'objet social de l'entité

L'UDAF des Bouches du Rhône est une association à but non lucratif créé en 1945 et reconnue d'utilité publique.

Le code de l'action sociale et des Familles confie à l'UDAF les 4 missions suivantes :

1. Donner son avis aux pouvoirs publics sur les questions d'ordre familial et leur proposer les mesures qui paraissent conformes aux intérêts matériels et moraux des familles ;
2. Représenter officiellement auprès des pouvoirs publics l'ensemble des familles et notamment désigner ou proposer les délégués des familles aux divers conseils, assemblées ou autres organismes institués par l'Etat, la Région, le Département, la Commune ;
3. Gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estimeront devoir lui confier la charge ;
4. Exercer devant toutes les juridictions, sans avoir à justifier d'un agrément ou d'une autorisation préalable de l'autorité publique l'action civile relativement aux faits de nature à nuire aux intérêts moraux et matériels des familles.

Description de la nature et du périmètre des activités et moyens mis en œuvre

D'une façon générale, l'UDAF des Bouches-du-Rhône intervient sur tous les champs relatifs à la famille, à travers ses Représentations et ses Commissions thématiques mais également directement auprès des familles par le biais de ses services sociaux. Ses activités sont réparties sur cinq sites (siège social à Marseille et 4 antennes – Aix, Arles, Martigues, Aubagne) auxquelles s'ajoutent 30 lieux de permanence répartis sur l'ensemble du département. A ce jour, 240 bénévoles et 125 salariés interviennent quotidiennement.

En 2018, une large réflexion a été menée dans le but d'améliorer la lisibilité des activités de l'UDAF. L'organisation des services et leur rattachement ont été repensés pour aboutir en 2019 à une structuration en quatre grands pôles : le Pôle Institution, le Pôle Adulte (Services aux Majeurs Protégés), le Pôle Enfance et Familles (Services AGBF et AEB, Médiation Familiale, etc.), le Pôle Habitat (dispositifs Familles Gouvernantes/HAPI et Résidence Accueil).

A. L'INSTITUTION FAMILIALE

Elle représente le cœur de métier de l'UDAF des Bouches-du-Rhône et a en charge 4 activités principales : **Les relations avec les associations familiales.**

Comme son nom l'indique, l'UDAF est une UNION (et non une fédération) d'associations familiales adhérentes. Et de ce fait, elle est le chef de fil d'un réseau associatif pour lequel elle apporte un soutien attentif et permanent. Cela consiste à proposer de l'aide au montage de projet, du conseil, de l'information, de la formation, etc.

A partir d'une équipe pluridisciplinaire composée d'administrateurs et de salariés, plusieurs actions sont réalisées en direction des associations :

- Appui technique sur le montage de dossier, l'organisation de manifestations, recherche d'intervenants,
- Missions de médiation variées dans le domaine de la gouvernance,
- Information sur la politique familiale (site et publication régulière de l'UDAF, conférences-débats, centre de documentation, retombées médiatiques, guides et plaquettes d'information, interventions publiques, études de l'observatoire, ...),
- Formations thématiques : comptabilité des associations, informatique (navigation internet, utilisations de logiciels, démarche qualité, etc.),

- Interventions au cours des manifestations des associations (conférences, journées thématiques, assemblées générales, etc.).
- La représentation des familles

Une des missions principales de l'UDAF consiste à représenter officiellement l'ensemble des familles des Bouches-du-Rhône, que ces familles adhèrent ou non à une association familiale. Le Président de l'UDAF nomme les représentants qui siègent au sein d'Institutions locales. Ils sont les porte-parole des familles auprès des Pouvoirs Publics. A ce jour, l'UDAF rassemble plus de 210 représentants familiaux bénévoles exerçant leur mandat auprès, notamment :

- Des Centres Communaux d'Action Sociale (119),
- De la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône,
- De la Mutualité Sociale Agricole Provence-Azur,
- De la Caisse Primaire Centrale d'Assurance Maladie,
- Des Hôpitaux et établissements médicaux
- Des offices publics d'HLM (13 Habitat, HMP, Sud Habitat, ...),
- Des Conseil de famille des pupilles de l'Etat,
- etc.

La place des représentants familiaux dispose d'un rôle réellement « *politique* » au service de l'intérêt général, les représentants familiaux utilisent chacune des instances dans lesquelles ils siègent comme une tribune où ils portent « la voix des familles ».

B. LES SERVICES SOCIAUX

Par son rôle auprès des familles et notamment celles fragilisées ou vulnérables, les pouvoir publics ont confié à l'UDAF des Bouches-du-Rhône la gestion de services spécialisés qui concourent à la protection de la personne et de l'enfance.

▪ Le Pôle Adulte

Le Service des Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs (MJPM)

Ce service regroupe les activités dans le cadre de la loi du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs. Celle-ci vise à protéger les personnes majeures atteintes de maladie psychique et psychiatrique et dont la situation économique et sociale nécessite un accompagnement spécifique sur plusieurs mois, voire plusieurs années. Les mesures de protection juridique décidées par le juge des contentieux de la protection au travers d'ordonnances, prennent leur origine à partir des demandes qui lui sont adressées par les travailleurs sociaux, la famille ou les personnes proches de la personne vulnérable.

À ce jour, les équipes de ce service accompagnent annuellement en moyenne plus de 2 482 personnes protégées.

La plateforme d'Information et de Soutien aux Tuteurs Familiaux (ISTF) propose un accompagnement gratuit lors de permanences sur les différents Tribunaux d'Instance du département ou lors de réunions d'informations collectives à l'intention des tuteurs familiaux afin des leurs données des informations sur leurs obligations de gestion tutélaire.

Le service « Mineurs » comprend des mesures Ad'hoc mineurs ; gestion des intérêts financiers des mineurs.

La plateforme juridique et patrimoniale : analyse, conseille et traite les dossiers complexes relatifs à des situations sur le volet financier (investissement, endettement, ...), patrimonial et immobilier (donation, succession, vente immobilière, etc.) au regard des recours en contentieux toujours aussi nombreux des majeurs et surtout, de leurs familles.

▪ **Le Pôle Enfance et Familles**

Le service d'Aide à la Gestion du Budget Familial (AGBF)

Dans le cadre de la protection de l'enfance, ce service gère sur ordonnance du Juge des enfants, la mesure judiciaire d'aide à la gestion budgétaire (anciennement Tutelle aux Prestations Sociales Enfants – TPSE). Lorsque les prestations familiales ne sont pas employées pour les besoins de l'enfant liés au logement, à l'entretien, à la santé ou à l'éducation, le juge des enfants peut ordonner que les prestations soient en tout ou partie versées à un service agréé tel que l'UDAF des Bouches-du-Rhône. L'UDAF des Bouches-du-Rhône est la seule structure du département agréée par l'Etat pour gérer la mesure AGBF. A ce jour, près de 393 familles des Bouches-du-Rhône bénéficient de cette mesure annuellement.

Le service d'Accompagnement Budgétaire

Il consiste à répondre aux demandes des juges pour l'aide à la gestion budgétaire, aux administrations qui sollicitent nos compétences et aux publics rencontrant des difficultés de surendettement. Il se décompose en deux activités.

– **L'Action Educative Budgétaire (AEB)** : il s'agit d'exercer des missions de conseil dans le domaine du budget familial auprès de personnes en difficultés financières tant en milieu carcéral qu'auprès d'administratifs publics et partenaires privés (bailleurs). L'UDAF signe des conventions avec de nombreux organismes à ce sujet.

– **Le Point Conseil au Budget (PCB)** : cette mission est issue de la Loi de Lutte contre la pauvreté de 2017 sur le surendettement. Un accueil universel pour toute personne confrontée à des problématiques budgétaires et administratives. Un guichet unique pour informer, accompagner, instruire et orienter. Les domaines d'intervention sont multiples : le logement, la parentalité, la petite enfance, la médiation familiale ou juridique, les aides financières, la solidarité, la santé, l'éducation, le handicap, etc. Ces permanences ont lieu à Marseille ou dans d'autres lieux, au sein du réseau des associations familiales

Le service du Parrainage de Proximité

Ce service créé en 2010 a pour mission de mettre en lien et d'accompagner des familles avec enfants et des parrains afin de créer une relation affective privilégiée instituée. Coordinatrice de cette action, l'UDAF des Bouches-du-Rhône développe ce service en partenariat avec l'association Parrainage de Proximité et les membres du Comité départemental du Parrainage de proximité : CAF 13, CD 13, DDCS13, MSA Provence Azur, Inspection Académique 13, Ville de Marseille, Protection Judiciaire de la Jeunesse, Tribunal pour enfant, Association ANEF Provence, La Sauvegarde 13, Association EPIS, Apprentis d'Auteuil.

Pour mener à bien cette mission, l'UDAF s'appuie sur une commission de sélection et de suivi composée de bénévoles de l'association Parrainage de Proximité et de salariés d'une part, et d'un service opérationnel d'autre part. Cette activité tend à se développer et compte à ce jour 83 parrainages.

Le service de Médiation Familiale

Ce service apporte une réponse à toute personne face à des situations de conflit et de rupture familiale (couples, parents-adolescent, grands-parents – petits enfants, aidants familiaux, fratrie, etc.) :

- Garantir l'accueil, l'écoute et l'information générale des familles sur la médiation familiale ;
- Permettre un apaisement des situations conflictuelles au sein des familles et la restauration des liens entre les différents membres de la famille en proposant des entretiens de médiation familiale dans un cadre neutre.

Le service de Médiation familiale de l'UDAF compte parmi les 5 services agréés par la CAF des Bouches-du-Rhône.

Les permanences de la médiation familiale sont assurées par des médiatrices diplômées d'Etat et se déroulent dans différentes communes du département.

• Le Pôle Habitat

Le dispositif Familles Gouvernantes / HAPI

Le dispositif Familles Gouvernantes propose de recréer une cellule familiale pour des personnes placées sous mesures de protection civile et cumulant divers handicaps ne pouvant vivre seules mais ne relevant d'aucun mode d'hébergement institutionnel. Il permet de rompre l'isolement dont souffrent ces personnes vulnérables et de les maintenir dans le tissu social. Il leur assure une vie quotidienne stable, un suivi médical en milieu ouvert et une garantie d'accès aux soins.

Créé en 2007, il permet aujourd'hui de loger et d'accompagner plus de 88 personnes vulnérables dans une douzaine d'unités. Quatre ouvertures prévues : 2 en 2022 à Aubagne et Marignane, 2 en 2023 à Venelles.

Les Habitats Accompagnés Partagés et Inclusifs (HAPI) ont rejoint depuis 2024 le dispositif, modèle d'habitat inclusif bénéficiant d'un financement dédié à la coordination et l'animation.

La Résidence Accueil

La Résidence Accueil est un dispositif des hommes et des femmes seules, fragilisés et handicapés par des troubles psychiques. Ils peuvent avoir de faibles niveaux de ressources, être en difficulté sociale et de santé, en situation d'isolement, voire parfois d'exclusion. Par contre, ils sont suffisamment autonomes pour accéder à un logement individuel, dès lors qu'un accompagnement et des soins sont mis en place. L'individu a besoin pour devenir lui-même, du regard de personnes à qui il accorde lui aussi de l'importance et du sens.

Le dispositif de Résidence Accueil se différencie et complète les dispositifs d'accompagnement social ou de l'accueil à caractère thérapeutique et social existants, comme une aide à l'organisation de la vie quotidienne pour les personnes qui n'arrivent pas à vivre seules. Il ne s'agit pas plus d'une alternative à l'hospitalisation en psychiatrie dans la mesure où la Résidence Accueil n'est pas soignante.

A ce jour, nous gérons une résidence accueil de 16 places. Des projets sont en cours pour la période 2020-2025.

Faits significatifs de l'exercice 2024

L'année 2024 a été particulièrement exigeante pour l'UDAF 13. Privée de direction générale pendant plus de neuf mois, jusqu'à octobre, l'association aurait pu en être fragilisée. Au contraire, cette période a mis en lumière, une fois encore, la solidité et la force du collectif.

Face à l'urgence, les membres du bureau se sont fortement mobilisés aux côtés des équipes salariées. Ensemble, ils ont assuré la continuité des services, soutenu la gestion des dossiers et mis en place une organisation interne temporaire, mais efficace. Grâce à cet engagement, l'UDAF a su préserver la qualité, la rigueur et le sérieux de son action.

La crédibilité de l'association auprès des institutions et financeurs a été maintenue. L'UDAF 13 est restée un acteur fiable, responsable et digne de confiance.

L'arrivée d'un nouveau directeur général en octobre marque une nouvelle étape pour l'association, très attendue par les équipes.

Malgré les difficultés, notre présence sur le territoire est restée forte.

L'UDAF a participé à de nombreux événements publics – la Marseillaise des Femmes, le Delta Festival, Vivacité – pour aller à la rencontre des familles et porter leur voix.

Nos actions dans les quartiers prioritaires se sont poursuivies : soutien à la parentalité, médiation familiale, accompagnement social... autant d'initiatives pour répondre aux situations de précarité, d'isolement et aux difficultés d'accès aux droits.

L'organisation à Martigues d'un colloque sur la parentalité a constitué un moment fort de l'année, réunissant professionnels, parents et associations autour de deux journées de réflexion partagée.

Sur le plan institutionnel, l'année a été marquée par des défis budgétaires.

L'agrément de l'accord du 4 juin 2024 sur l'extension du Ségur, et son extension par arrêté au 5 août 2024, a obligé l'UDAF à appliquer les mesures sans bénéficier des financements afférents. Ces mesures, rétroactives au 1er janvier pour les personnels administratifs, n'ayant pas été budgétées par les financeurs, génèrent un coût estimé à près de 162 000 €, entièrement à la charge de l'association qui attend la rétroactivité sur l'année 2025.

Nous avons terminé la réorganisation des services, avec pour objectif l'équilibre budgétaire, et orientons désormais nos efforts vers l'amélioration continue de la qualité de nos missions, dans le respect des objectifs quantitatifs et financiers. Le poste de Directrice des services n'a pas été reconduit ; la création d'un poste de Responsable du Pôle Adulte est envisagée pour 2025.

Un audit de la Comptabilité Tutélaire a été lancé en octobre 2024, suite au rapport de la Cour des comptes et dans le cadre de notre démarche d'amélioration continue. En parallèle, nous avons été accompagnés par notre cabinet d'expertise comptable pour rattraper les retards de saisie.

L'antenne d'Aubagne a rouvert en fin d'année, après une période de fermeture.

À Martigues, notre présence s'est renforcée grâce à la mise à disposition d'espaces supplémentaires par la commune. Des travaux ont été menés pour répondre aux besoins du public et aux exigences réglementaires (accessibilité, sécurité, mise aux normes...).

Le siège a été confronté à des événements indésirables impliquant plusieurs majeurs protégés. Dégradations, incivilités, troubles à proximité du bâtiment ont perturbé certains temps d'accueil. Nous regrettons la fréquence croissante de ces incidents, souvent liés à des comportements agressifs de la part du public.

Du côté des ressources humaines et du fonctionnement interne, le bilan du télétravail (1 jour par semaine) et des outils numériques mis à disposition est positif. Il a permis d'alléger la charge administrative et est largement plébiscité par les équipes.

Le déploiement du Ségur numérique se poursuit, en lien avec les UDAF de la région Paca-Corse.

Notre plateforme juridique et patrimoniale a gagné en expertise et en efficacité, grâce au recrutement de salariés pertinents et à un encadrement précis de leurs interventions.

Nous avons maintenu et renforcé nos coopérations inter-associatives, notamment avec l'ATP et l'ASHM, ainsi que notre participation active aux plateformes départementales. Les Ateliers d'Analyse des Pratiques menés en commun avec les salariés des autres associations enrichissent nos pratiques professionnelles et favorisent le travail en réseau, tout comme notre engagement au sein de la plateforme ISTF départementale.

Le recrutement reste tendu, avec un effectif incomplet et un turn-over.

Enfin, l'UDAF 13 continue de s'impliquer pleinement dans les schémas départementaux des services aux familles, en partageant son expertise de terrain. Notre présence dans les instances de concertation, notre connaissance fine des réalités locales et notre capacité à fédérer les acteurs associatifs font de nous un partenaire incontournable de la politique familiale dans les Bouches-du-Rhône.

Faits significatifs postérieurs à la clôture

Aucun fait significatif postérieur à la clôture n'est à signaler

Tableau des immobilisations

Les méthodes et les durées d'amortissements retenues ont été les suivantes :

| Catégorie | Mode | Durée |
|-----------------------------|----------|-------------|
| Progiciels | Linéaire | 1 à 4 ans |
| Constructions | Linéaire | 15 à 30 ans |
| Agencements et aménagements | Linéaire | 4 à 10 ans |
| Matériels et outillages | Linéaire | 3 à 5 ans |
| Matériel de bureau | Linéaire | 3 à 5 ans |
| Mobilier | Linéaire | 5 à 10 ans |

| Immobilisations | Immobilisations au 01 Janvier 2024 | Acquisitions 2024 | Cessions 2024 | Immobilisations au 31 Décembre 2024 |
|---|--|----------------------|---------------|---|
| Immobilisations incorporelles | 183 987 | | | 183 987 |
| Autres immobilisations incorporelles | 183 987 | | | 183 987 |
| Immobilisations corporelles | 1 212 072 | 6 564 | | 1 218 636 |
| Constructions | 4 112 | | | 4 112 |
| Installations, matériel et outillage techniques | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 1 207 961 | 6 564 | | 1 214 525 |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Immobilisations financières | 778 982 | 35 208 | 6 784 | 807 407 |
| Participations | 692 265 | 1 601 | 0 | 693 867 |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | 77 299 | 30 607 | 6 784 | 101 122 |
| Autres immobilisations financières | 9 418 | 3 000 | | 12 418 |
| TOTAL IMMOBILISATION | 2 175 042 | 41 772 | 6 784 | 2 210 030 |

Etat des amortissements

| Situations et mouvements de l'exercice | Amortissements et dépréc au 01/01/2024 | Dotations 2024 | Diminutions 2024 | Amortissements et dépréc. au 31/12/2024 |
|--|--|-------------------|---------------------|---|
| Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles | 183 305 | 682 | | 183 987 |
| Autres immobilisations incorporelles | 183 305 | 682 | | 183 987 |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles | 1 176 609 | 20 231 | | 1 196 840 |
| Terrains | | | | |
| Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure | | | | |
| Constructions sur sol propre | 925 | 587 | | 1 513 |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Installations, matériel et outillage techniques | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 1 175 684 | 19 644 | | 1 195 328 |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Dépréciations des immobilisations financières | | | | |
| Participations et créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres | | | | |
| TOTAL AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS | 1 359 914 | 20 913 | | 1 380 827 |

| Ventilation des dotations de l'exercice | Amortissements linéaires | Amortissements dégressifs | Amortissements exceptionnels | Amortissements dérogatoires | |
|--|--------------------------|---------------------------|------------------------------|-----------------------------|----------|
| | | | | Dotations | Reprises |
| Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles | 682 | 0 | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 682 | | | | |
| Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles | 20 231 | 0 | 0 | | |
| Constructions sur sol propre | 587 | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 19 644 | | | | |
| Dépréciations des immobilisations financières | | | | | |
| TOTAL AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS | 20 913 | 0 | 0 | | |

Tableau des produits à recevoir et des charges à payer

| Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan | Montant |
|--|----------------|
| Créances usagers et comptes rattachés | |
| Autres créances – Etat et autres collectivités publiques | 680 262 |
| Total | 680 262 |

| Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan | Montant |
|--|------------------|
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 137 933 |
| Dettes fiscales et sociales | 850 470 |
| Autres dettes | 35 936 |
| Total | 1 024 340 |

Ventilation de l'effectif par catégorie socio professionnelles

| Effectif moyen | Personnel salarié |
|---|-------------------|
| Cadres | 16 |
| Educateurs Spécialisés (MJPM, DPF, métiers sociaux) | 73 |
| Techniciens Supérieurs (salariés administratifs) | 9 |
| Techniciens Qualifiés (salariés administratifs°) | 23 |
| Apprentis | 4 |
| Total | 125 |

Tableau des charges et produits exceptionnels

| Nature | Montant | Imputé au compte |
|----------------------------------|--------------|--------------------|
| Produits exceptionnels | | |
| Total | | |
| Charges exceptionnelles | | |
| - Régularisation compte de tiers | | |
| - Divers | 6 511 | 67120000, 67800000 |
| Total | 6 511 | |

Tableau récapitulatif des fonds dédiés

| Variations des fonds dédiés issus de | à l'ouverture de l'exercice | Report | Utilisations | | à la clôture de l'exercice | |
|--|-----------------------------|----------|----------------|---------------------|----------------------------|--|
| | | | Montant global | dont remboursements | Montant global | dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices |
| Subventions d'exploitation (1) | 254 348 | 0 | 8 000 | 0 | 246 348 | 0 |
| Parrainage de proximité - CD13 - 2023 | 57 000 | | | | 57 000 | |
| Familles gouvernantes - DDETS - 2023 | 49 637 | | | | 49 637 | |
| Familles gouvernantes - ARS - 2023 | 32 727 | | | | 32 727 | |
| Médiation fam. aidants aidés 2020 UNAF | 8 000 | | 8 000 | | 0 | |
| PCB non utilisé 2020 - DDETS | 13 157 | | | | 13 157 | |
| Familles gouvernantes <2015 - DDETS | 93 827 | | | | 93 827 | |
| Contributions financières d'autres organismes (1) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | | | | | |
| Ressources liées à la générosité du public (1) | 10 500 | | 10 500 | 0 | 0 | 0 |
| CEPAC don projet FG | 10 500 | | 10 500 | | 0 | |
| TOTAL | 264 848 | | 18 500 | 0 | 246 348 | 0 |
| | | | | | | |

Tableau des provisions

| Provisions pour risques et charges | Montant début exercice | Augmentations Dotations | Diminutions montants utilisés | Diminutions montants non utilisés | Montant fin exercice |
|--|------------------------|-------------------------|-------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
| Autres provisions pour risques et charges | 536 773 | 27 798 | 208 476 | 5 507 | 350 588 |
| Provision pour litiges prud'hommal | 199 200 | | 199 200 | | 0 |
| Provision développement professionnel | 30 438 | | 9 276 | | 21 162 |
| Autres provisions pour risques | 110 844 | 5 217 | | | 116 061 |
| Provision pour charges (IDR) | 196 291 | 22 581 | | 5 507 | 213 365 |
| Provisions pour dépréciations | 7 027 | 0 | 0 | 0 | 7 027 |
| Sur comptes clients | 7 027 | | | | 7 027 |
| TOTAL GENERAL | 543 800 | 27 798 | 208 476 | 5 507 | 357 616 |

Etat des échéances des créances et dettes

Tableau de variation des fonds propres

| Variation des fonds propres | A l'ouverture | Affectation du résultat | Augmentation | Diminution ou consommation | A la clôture |
|--|------------------|-------------------------|------------------|----------------------------|------------------|
| Fonds associatifs | | | | | |
| Sans droit de reprise | 304 898 | | | | 304 898 |
| Réserves | | | | | |
| Autres réserves | 112 735 | | | | 112 735 |
| Excédents affectés investissements | 26 883 | 65 133 | | | 92 016 |
| Excédents affectés investissements CPOM | 35 000 | | | | 35 000 |
| Excédents affectés couverture du BFR | 239 914 | | | | 239 914 |
| Réserve compensation déficit d'exploitation | 292 886 | 78 462 | | | 371 348 |
| Réserve compensation charges d'amortissement | 37 810 | | | | 37 810 |
| Report à nouveau | | | | | |
| Report à nouveau (gestion non contrôlée) | -861 162 | -14 302 | 678 521 | | -182 640 |
| Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables | | -201 825 | | | -201 825 |
| Résultats sous contrôle de tiers financeurs | 902 022 | -332 803 | 590 501 | | 1 159 720 |
| Dépenses non opposables aux tiers financeurs | -780 115 | | | | -780 115 |
| Report à nouveau affecté aux mesures d'exploitation | 226 565 | | | | 226 565 |
| Report à nouveau affecté aux charges d'exploitation | 441 089 | -414 983 | | | 26 106 |
| Résultat de l'exercice | 448 703 | -448 703 | 57 985 | | 57 985 |
| Provisions réglementées | 128 791 | | | | 128 791 |
| Subventions d'investissement | | | | | |
| TOTAL | 1 570 321 | -1 269 021 | 1 327 006 | 0 | 1 628 307 |

Tableau des emprunts en cours

Non concerné

FIGOREC AUDIT
Société de Commissariat aux comptes
SAS Capital 40 000 €
SIRET 353 916 608 00011
132, Bd Michelet - 13008 MARSEILLE
Tél. 04 91 32 19 19
Fax 04 91 32 19 18